

Concours : CONCOURS COMPLÉMENTAIRE

Epreuve : DROIT CIVIL

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Le Doyen Carbonnier affirmait que "la loi est un bœuf qui ne se couche jamais" pour rappeler que la loi ne s'abroge pas par désuétude, que son non-usage ne la fait pas disparaître. Au contraire de la loi, norme de droit objectif, les droits subjectifs peuvent être atteints par l'écoulement du temps, ce qui pose la question de la prescription extinctive.

La prescription extinctive en matière civile est définie à l'article 2219 du code civil comme "un mode d'extinction d'un droit résultant de l'inaction de son titulaire pendant un certain laps de temps". En ceci elle se distingue de la prescription acquisitive qui est un moyen d'acquiescer un bien ou un droit par l'effet du temps qui passe. La prescription extinctive conduit donc à empêcher le titulaire d'un droit, d'une créance de s'en prévaloir. En matière civile elle s'applique aux rapports entre les individus, quelle que soit leur origine : légale, délictuelle, contractuelle... Elle se distingue en cela de la prescription en matière pénale qui régit les rapports entre les individus et la société et qui connaît également des mécanismes d'extinction (d'action publique ou des peines) par l'effet de l'écoulement du temps.

Les mécanismes de la prescription extinctive sont essentiellement fondés sur un objectif de sécurité juridique. Le débiteur d'une

obligation ne doit en effet pas rester à la merci de son créancier ^{inadit} ad vitam eternam sans jamais pouvoir être libéré. Chaque individu étant doté de la capacité de revendiquer ses droits, de les faire exécuter, son inaction ne doit pas lui permettre de garder son débiteur dans l'incertitude éternellement. "Le droit cesse où l'abus commence" disait Planiol et la prescription extinctive se rapproche de cela : la mise en œuvre d'un droit après des années d'inaction devient un abus dont il convient de protéger celui contre lequel on agit.

Cette philosophie qui sous-tend la notion de prescription extinctive en matière civile la distingue singulièrement de la prescription en matière pénale. En effet l'objet de la prescription en matière pénale est d'éteindre la possibilité de poursuivre un délinquant ou de mettre à exécution une peine dans un but d'apaisement, d'oubli. Or le mouvement législatif récent en la matière démontre que le législateur comme l'opinion publique ne sont plus favorables à un tel oubli. C'est la raison pour laquelle la loi du 27 février 2017 a considérablement rallongé les délais de prescription en matière pénale, cette loi ayant d'ailleurs été complétée au mois d'août 2018 dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes. Au contraire de ce mouvement qui vise à compliquer l'acquisition de la prescription en matière pénale, le droit civil a connu récemment une intervention législative majeure dont le but était de réduire les délais de prescription et d'en rationaliser le régime.

Dans le code civil de 1804 complété amendé par de nombreuses interventions législatives, interprété par la jurisprudence, le régime de la prescription extinctive était devenu particulièrement complexe. La multiplication de délais différents dont la mise en

œuvre ne relevait pas nécessairement d'un droit commun rendait la matière peu claire et accessible. C'est la raison pour laquelle la loi du 17 juil 2008 portant réforme de la prescription en matière civile est intervenue. L'adoption de ce droit commun de la prescription a permis de réduire notablement la durée moyenne des prescriptions par l'adoption d'un délai général de 5 ans, alors même que nombre d'actions se prescrivaient par 30 ans sous le droit antérieur. En cela la loi du 17 juil 2008 a répondu aux attentes de sécurisation de la majorité de la doctrine.

toutefois, la prescription extinctive en matière civile n'est pas devenue pour autant une notion uniforme, moniste, puisqu'aux côtés de ce droit commun subsistent de nombreuses règles particulières applicables à des situations juridiques différentes. En outre, la prescription extinctive reste soumise à la volonté des parties qui peuvent en aménager tout l'existence que le régime. Est-ce à dire que la loi échoue à rationaliser et simplifier la prescription extinctive ? L'étude de la notion ^{et du régime} de la prescription extinctive (i) tout comme celle de sa portée (ii) permettent d'apporter une réponse nuancée à cette question.

I. la rationalisation du régime de la prescription extinctive en matière civile

L'application de la prescription extinctive nécessite de déterminer d'une part le délai dont l'écoulement est nécessaire pour étendre le droit (A) et d'autre part le point de départ de ce délai (B).

A - La relative simplification des délais de prescription extinctive -

L'article 2224 du code civil fixe le délai de droit commun de prescription des actions personnelles ou mobilières à 5 ans. S'il s'agit là d'un délai "standard", il n'est pas exclusif de délais fixés par des dispositions particulières. Les articles 2225 à 2227 du code civil prévoient quelques exceptions à ce délai de droit commun, notamment en matière de préjudice corporel (10 ans) ou de droit de propriété (30 ans).

Mais à côté de ces dispositions le droit civil connaît de nombreuses dispositions éparpillées qui fixent des délais plus courts (2 ans en matière d'assurance ou de droit de la consommation) ou plus longs (30 ans pour certaines actions en nullité du mariage). Enfin, pour accentuer la difficulté de la matière, l'article 2254 du code civil prévoit que les parties peuvent abréger ou allonger la durée de la prescription par un simple accord. La détermination du délai par lequel une action ou un droit se prescrit n'est donc pas uniforme malgré l'adoption d'un délai de droit commun.

Cette complexité dans la détermination des délais de prescription est accentuée par la question de l'application de la loi dans le temps. En effet si l'article 2 du code civil dispose que "la loi ne dispose que pour l'avenir", la modification législative d'un délai de prescription affecte les situations en cours (da 3). L'article 26 de la loi du 17 juin 2008 rappelle ainsi que les dispositions s'appliquent aux prescriptions qui ne sont pas acquies au jour de son entrée en vigueur, ce que le Cour de cassation est amenée régulièrement à enoncer (da 4). La seule exception à cette application immédiate

Concours : CONCOURS COMPLÉMENTAIRE

Epreuve : DROIT CIVIL

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



de la loi nouvelle tient à l'existence d'une instance en cours au jour de l'entrée en vigueur de la loi qui permet de poursuivre et juger le litige selon la loi ancienne.

Il apparaît dès lors que la volonté simplificatrice de la loi du 17 juh 2008 n'a qu'un effet relatif s'agissant du délai de la prescription extinctive. Et en est autrement de la détermination du point de départ de ce délai qui a amené une certaine sécurisation du créancier de l'action.

B. la sécurisation manifeste du point de départ de la prescription extinctive

L'effet de la prescription extinctive étant, par définition, d'éteindre un droit, une créance, il est un impératif de sécurité juridique de s'assurer que le bénéficiaire du droit, de l'action est en mesure d'agir et qu'il doit de ne pas le faire.

C'est le raison pour laquelle l'art de 2226 du code civil prévoit expressément que le délai de prescription ne court qu'à compter du jour où le titulaire du droit "a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer". La jurisprudence a été amenée à préciser cette disposition, dans le sens d'une exigence de connaissance totale

de la situation de fait par le titulaire du droit. Ainsi lorsqu'il est prévu qu'un prêt devienne exigible lors du décès de l'emprunteur, la prescription ne commencera pas à courir du jour de ce décès mais du jour où le prêteur aura connaissance du décès et de l'identité du débiteur de l'obligation de remboursement (art 2). Cette exigence de connaissance globale de la situation de fait permet de protéger le créancier des effets dévastateurs d'une prescription qu'il ne pouvait anticiper.

Cette même volonté de protéger a conduit le législateur à adopter des dispositions particulières pour protéger certains titulaires de droit qu'il entend protéger particulièrement. Ainsi les victimes d'un dommage corporel ne voient la prescription courir qu'à compter de la consolidation du dommage et non plus à compter de l'apparition du dommage comme cela était précédemment (art. 2^{ème}, 15 novembre 2001).

Ces dispositions relatives au point de départ de la prescription permettent de tempérer l'effet de la loi du 17 juil 2008 qui a de manière générale réduit le laps de temps nécessaire pour permettre à la prescription d'être acquise. Ainsi les délais sont plus courts mais ne peuvent être mis en œuvre que contre le titulaire d'un droit illicite, dont la persistance est alors décelée. En cela la loi du 17 juil 2008 a permis de s'en tenir le régime de la prescription extinctive tout en permettant que sa portée soit adaptée aux situations particulières.

II - la rationalisation de la portée de la prescription extinctive en matière civile

La portée de la prescription extinctive n'est pas absolue. Sa efficacité se heurte en effet aux causes classiques de suspension et d'interruption d'une part (A) mais également et de façon plus surprenante à la volonté des parties d'autre part (B).

A. Suspension et interruption : les obstacles classiques à la prescription extinctive

Le jeu de la prescription extinctive peut être mis en échec, au moins temporairement, par les causes de suspension et d'interruption prévues par la loi.

La suspension de la prescription permet d'en arrêter temporairement le cours sans toutefois effacer le délai déjà couru (article 2230 du code civil). Au contraire, les causes d'interruption de la prescription permettent de faire courir un nouveau délai (article 2231 du code civil (126)). Il s'agit donc de deux mécanismes qui permettent de faire obstacle à la prescription. Toutefois, l'objectif du législateur n'étant pas de créer de l'insécurité en rendant des situations imprescriptibles, il est prévu que la durée maximale de report de la prescription est de 10 ans à compter du jour de la naissance du droit.

Les causes de suspension de la prescription permettent notamment de protéger les plus vulnérables comme les mineurs ou les majeurs sous tutelle ou ceux qui sont dans l'incapacité d'agir comme les époux ou partenaires de PACS ou le titulaire d'un droit la France à un cas de force majeure. Elles sont en ce sens à nouveau une manifestation du désir de sécurité juridique qui anime le

le plaideur.

Les causes d'interruption résultent-quant à elles-généralement de causes procédurales. À côté de la reconnaissance par le débiteur du droit contre lequel il plaide, la principale cause d'interruption du cours de la prescription résulte d'une demande en justice. La loi admet de manière très large cette cause d'interruption puisqu'elle peut résulter d'une demande en référé, d'une action portée devant une juridiction incompétente, ou d'une demande introduite par un acte annulé par la suite. Toutefois la cour de cassation a été amenée à rappeler que même si la loi admet largement l'action en justice comme cause d'interruption, cette interruption est non avenue lorsque le titulaire du droit s'est désisté de son action ou a laissé courir la prescription d'instance (doc 5) ou encore si la demande a été définitivement rejetée (article 2243 du code civil).

La loi admet donc largement les causes de suspension et d'interruption de la prescription mais impose aux titulaires des actions d'être attentifs à l'exercice de leurs droits pour être protégés. Mais mieux encore, la loi permet aux parties d'arrêter le point de la prescription extinctive du seul fait de leur volonté.

B- Volonté des parties : obstacle singulier à la prescription extinctive.

Ainsi qu'en matière pénale la prescription est constituée de règles d'ordre public qui échappent à la volonté individuelle et doivent être relevées d'office par le juge, la prescription extinctive laisse une

Concours : Concours complémentaireEpreuve : Droit civil

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



part importante à l'initiative des parties et à leur accord.

En premier lieu, les parties peuvent renoncer à écarter de la prescription en justice. Or le droit commun de la prescription ne permet pas au juge de la relever d'office au contraire de dispositions particulières telles qu'en matière de droit de la consommation. Au-delà du fait de ne pas se prévaloir de la prescription, de ne pas l'opposer à son adversaire, le débiteur peut également renoncer à se prévaloir de cette prescription. Cette renonciation, qu'elle soit tacite ou expresse, doit cependant être non équivoque et ne peut ainsi résulter du dépôt de conclusions au fond ayant d'illiquer la prescription (doc 1). En cela d'ailleurs, le fait de ne pas avoir soulevé la prescription en première instance n'équivaut pas à une renonciation, puisque la prescription peut être soulevée à tout stade de la procédure, même devant la cour d'appel.

En second lieu il convient de noter que la volonté des parties peut également faire état aux effets d'une prescription acquise. En effet il est toujours loisible au débiteur d'une obligation éteinte par le jeu de la prescription de s'en acquitter en pleine connaissance de cause. L'exécution d'une

N°

9.11.2

Obligation civile prescrite est d'ailleurs ce qui a donné naissance à la notion d'obligation naturelle en jurisprudence, aujourd'hui consacrée à l'article 1100 du code civil. Dès lors le débiteur qui fait le choix d'acquiescer une obligation prescrite ne saurait ensuite exciper de cette prescription pour obtenir la répétition de son paiement (article 2249 du code civil).

N°

.../...

N°

.../...